



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 10 JUILLET 2019
GEMEENTERAAD VAN 10 JULI 2019

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Catherine Moureaux, *Présidente du Conseil/Voorzitster van de Raad* ;
Abdellah Achaoui, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Khadija Zamouri, Jamel Azaoum, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Danielle Evraud, Michaël Vossaert, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Hassan Ouassari, Carine Liekendaël, Hind Addi, Saliha Raiss, Yassine Akki, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Mohamed Amine Akrouh, Joke Vandenbempt, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelmans, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Gilbert Hildgen, *Secrétaire adjoint/Adjunct-secretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Françoise Schepmans, Amet Gjanaj, Georges Van Leeckwyck, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Ann Gilles-Goris, Karim Majoros, Hicham Chakir, Mohamed Daif, Luc Vancauwenberge, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Jacques De Winne, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Ouverture de la séance à 19:10
Opening van de zitting om 19:10

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

10.07.2019/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation citoyenne - Les nuisances sonores liées à la fréquentation tardive du parc du Scheutbosch.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne dont le texte est annexé.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Burgerinterpellatie - Geluidsoverlast door late bezetting van het Scheutbosch-park.

DE RAAD,

Neemt kennis van de burgerinterpellatie, waarvan u de tekst in bijlage vindt.

De Raad neemt kennis.

Catherine Moureaux quitte la séance / verlaat de zitting.
Ahmed El Khannouss quitte la séance / verlaat de zitting.
Hassan Ouassari quitte la séance / verlaat de zitting.
Abdellah Achaoui préside la séance / zit de zitting voor.

10.07.2019/A/0007 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Enseignement communal de Promotion sociale -
Approbation d'une convention entre l'Administration communale, l'Institut
bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, également appelé
Bruxelles Formation, la Ville de Bruxelles et la Mission locale de Molenbeek, pour
l'organisation par l'Institut Machtens, enseignement communal de promotion
sociale, d'une action de formation de vente de cosmétiques « vente et conseils au
client en soins du visage », à l'attention d'un public en insertion socio-professionnelle
- Formations cofinancées par Bruxelles Formation.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel qu'il a été modifié ;

Considérant que le décret précité autorise les pouvoirs organisateurs d'établissements de promotion sociale à conclure des conventions avec des associations pour réaliser les finalités qu'il détermine :

- «concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, culturelle et scolaire ;
- répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturels» ;

Considérant que l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, également appelé Bruxelles Formation, sis rue de Stalle, 67 à 1180 Bruxelles, a demandé à l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale, d'organiser, à l'attention d'un public en insertion socio-professionnelle, des unités de formation en initiation à la langue néerlandaise en situation – UF3 (40 périodes), métiers de la vente et de l'accueil du public : expression orale (40 périodes), initiation à la langue anglaise en situation – UF3 (40 périodes) ;

Considérant que cette formation aura lieu du 18 février 2019 au 31 mai 2019, dans les locaux de l'Institut Machtens, rue Tazieaux 25 ;

Considérant que Bruxelles Formation assurera le cofinancement des actions sur base des tarifs fixés par l'AGCF du 24 juin 1994 et la circulaire n°6830 du 19/09/2018;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention, ci-annexée, établie entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, pouvoir organisateur de l'Institut Machtens, enseignement communal de promotion sociale, l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, également appelé Bruxelles Formation, La Ville de Bruxelles, pouvoir organisateur de l'Institut Jeanne Toussaint et la Mission locale de Molenbeek, pour l'organisation par

l'Institut Machtens, enseignement communal de promotion sociale, des unités de formation de vente en cosmétiques : initiation à la langue néerlandaise en situation – UF3 (40 périodes), métiers de la vente et de l'accueil du public : expression orale (40 périodes), initiation à la langue anglaise en situation – UF3 (40 périodes).

Le Conseil approuve le point.
32 votants : 32 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Overeenkomst tussen het Gemeentebestuur en het franstalige brusselse Instituut voor de beroepsvorming ook benoemd « Bruxelles Formation », voor het organiseren, door het Instituut Machtens, gemeentelijk onderwijs voor sociale promotie, van een vormingseenheid in de verkoopstechnieken en in het nederlands en engels.

De leden van de Gemeenteraad worden verzocht zich uit te spreken over een beraadslaging die ertoe strekt een overeenkomst goed te keuren, opgesteld tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, inrichtende macht van het Instituut Machtens, gemeentelijk onderwijs voor sociale promotie, en het Franstalige Brusselse Instituut voor de beroepsvorming, met het oog op de organisatie door het Instituut van een vormingseenheid in de verkoopstechnieken en in de klantenraad (40 lestijden), initiatie in het taal : Nederlands in situatie UF3 (40 lestijden) en initiatie in het taal : Engels in situatie UF3 (40 lestijden), van 18 februari 2019 tot en met 31 mei 2019.

De kosten vallen ten laste van het Franstalige Brusselse Instituut voor de beroepsvorming en van de Franse Gemeenschap.

De Raad keurt het punt goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

10.07.2019/A/0008 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Enseignement communal de Promotion sociale - Approbation d'une convention entre l'Administration communale, l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, également appelé Bruxelles Formation, le service emploi de Koekelberg et la Mission locale de Molenbeek, pour l'organisation par l'Institut Machtens, enseignement communal de promotion sociale, d'une action de formation en « Techniques de vente et néerlandais commercial», à l'attention d'un public en insertion socio-professionnelle - Formations cofinancées par Bruxelles Formation.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel qu'il a été modifié ;
Considérant que le décret précité autorise les pouvoirs organisateurs d'établissements

de promotion sociale à conclure des conventions avec des associations pour réaliser les finalités qu'il détermine :

- «concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, culturelle et scolaire ;
- répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturels» ;

Considérant que l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, également appelé Bruxelles Formation, sis rue de Stalle, 67 à 1180 Bruxelles, a demandé à l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale, d'organiser, à l'attention d'un public en insertion socio-professionnelle, des unités de formation en vente et conseil clientèle (160 périodes), initiation aux techniques de communication professionnelle (80 périodes), métiers de la vente et de l'accueil du public : expression orale (80 périodes), initiation à la langue néerlandaise en situation – UE3 (80 périodes) et UF4 (80 périodes) ;

Considérant que cette formation aura lieu du 11 mars 2019 au 20 décembre 2019, dans les locaux de l'Institut Machtens, rue Tazieaux 25 ;

Considérant que Bruxelles Formation assurera le cofinancement des actions sur base des tarifs fixés par l'AGCF du 24 juin 1994 et la circulaire n°6830 du 19/09/2018;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention, ci-annexée, établie entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, pouvoir organisateur de l'Institut Machtens, enseignement communal de promotion sociale, l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, également appelé Bruxelles Formation, le service emploi de Koekelberg et la Mission locale de Molenbeek, pour l'organisation par l'Institut Machtens, enseignement communal de promotion sociale, des unités de formation en vente et conseil à la clientèle (160 périodes), initiation aux techniques de communication professionnelle (80 périodes), métiers de la vente et de l'accueil du public : expression orale (80 périodes), initiation à la langue : néerlandais en situation – UE3 (80 périodes) et UF4 (80 périodes).

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Overeenkomst tussen het Gemeentebestuur en het franstalige brusselse Instituut voor de beroepsvorming ook benoemd « Bruxelles Formation », voor het organiseren, door het Instituut Machtens, gemeentelijk onderwijs voor sociale promotie, van een vormingseenheid in de verkoopstechnieken en in het nederlands.

De leden van de Gemeenteraad worden verzocht zich uit te spreken over een beraadslaging die ertoe strekt een overeenkomst goed te keuren, opgesteld tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, inrichtende macht van het Instituut Machtens, gemeentelijk onderwijs voor sociale promotie, en het Franstalige Brusselse Instituut voor de beroepsvorming, met het oog op de organisatie door het Instituut van een vormingseenheid in de verkoopstechnieken en in de klantenraad (160 lestijden),

initiatie in de professionele communicatie technieken (80 lestijden), beroepen in de verkoop en in het onthaal van het publiek : mondelingse vaardigheid (80 lestijden), initiatie in het taal : Nederlands in situatie UF3 (80 lestijden) en UF4 (80 lestijden), van 11 maart 2019 tot en met 20 december 2019.

De kosten vallen ten laste van Actiris en het Franstalige Brusselse Instituut voor de beroepsvorming en van de Franse Gemeenschap.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

10.07.2019/A/0009 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Convention de subsidiation entre la Commune et l'asbl
RWDM dans le cadre de l'occupation du stade Edmond Machtens sis rue Charles
Malis 61 à 1080 Bruxelles.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - Betoelagingsovereenkomst tussen de Gemeente en de
vzw RWDM in het kader van het gebruik van het Edmond Machtensstadion gelegen
Charles Malisstraat 61 te 1080 Brussel.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

10.07.2019/A/0010 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - Marchés Publics - Marché
de services pour les travaux relatifs à la transformation et à l'aménagement d'un
bloc sanitaire entièrement adapté en PMR, à l'aménagement de plusieurs rampes
PMR, à l'installation de différents équipements dans les nouveaux locaux sur le site
du château du Karreveld, sis avenue Jean de la Hoese 3 à Molenbeek-Saint-Jean -
HOS0003_001 - CDC 19.016 - Approbation des conditions et des documents du
marché.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;
Vu la décision du Collège du 22 février 2019 décidant d'approuver l'avant-projet de la société ADAM Olivier & RIPET Anne Architectes pour le réaménagement de locaux du château du Karreveld en salle polyvalente ;
Considérant qu'il y a nécessité d'étendre cette mission d'auteur de projet initiale dont la commande complémentaire dépasse 50 % de la commande initiale;
Considérant qu'il y a lieu de passer un marché de services pour cette extension ;
Considérant qu'il y a lieu de désigner un prestataire de services pour mener à bien cette mission ;
Considérant que le montant estimé de la dépense est de 8.250,00 EUR HTVA (TVA 21% soit un montant de 1.732,50 EUR), soit 9.982,50 EUR TVAC, augmenté d'une marge d'environ 10 % arrivant à un montant arrondi de 10.980 EUR ;
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 7620/723/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2019 et que la dépense sera financée par des emprunts ;
Considérant qu'il y a lieu de faire application de l'article 42, §1, 1^o), d), iii) de la loi du 17 juin 2016 ;
Prend connaissance des documents du marché, à savoir du cahier des charges et de ses annexes établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain;
Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les documents du marché établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain concernant le marché de services pour les travaux relatifs à la transformation et à l'aménagement d'un bloc sanitaire entièrement adapté en PMR, à l'aménagement de plusieurs rampes PMR, à l'installation de différents équipements dans les nouveaux locaux sur le site du château du Karreveld, sis avenue Jean de la Hoese 3 à Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2 :

D'approuver la dépense estimée à 8.250 EUR HTVA (TVA 21% soit un montant de 1.732,5 EUR), soit 9.982,50 EUR TVAC, augmenté d'une marge d'environ 10 % arrivant à un montant arrondi de 10.980 EUR ;

Article 3 :

De passer ce marché de service par une procédure négociée sans publication préalable.

Article 4 :

De consulter le bureau spécialisé suivant:
ADAM Olivier & RIPET Anne Architectes
rue du Chimiste 34-36 b 16
1070 Anderlecht

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

**Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling - Overheidsopdrachten -
Opdracht voor diensten met betrekking tot de verbouwing en ontwikkeling van een
sanitair blok volledig aangepast aan PBM's, de ontwikkeling van verschillende
PRM-hellingen, de installatie van verschillende uitrustingen in de nieuwe lokalen op
de site van het Kasteel van Karreveld, gelegen Jean de la Hoeselaan 3 te Sint-Jans-
Molenbeek - HOS0003_001 - CDC 19.016 - Goedkeuring van de voorwaarden en
documenten van de opdracht.**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 inzake plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gezien de beslissing van het College van 22 februari 2019 waarbij beslist werd om het voorontwerp van het bedrijf ADAM Olivier & RIPET Anne Architects voor de herinrichting van lokalen van het Kasteel Karreveld tot een multifunctionele zaal goed te keuren;

Overwegende de noodzakelijkheid om de oorspronkelijke opdracht van de projectontwikkelaar uit te breiden, waarvan de bijkomende bestelling 50% van de oorspronkelijke opdracht overschrijdt ;

Overwegende dat er een opdracht voor diensten moet geplaatst worden voor deze uitbreiding;

Overwegende dat een dienstverlener moet aangeduid worden om deze opdracht te volbrengen;

Overwegende dat het geraamde bedrag van de uitgave 8.250,00 EUR btw excl. bedraagt (btw 21% hetzij een bedrag van 1.732,50 EUR), hetzij 9.982,50 EUR btw inbegrepen, vermeerderd met een marge van ongeveer 10% om tot een afgerond bedrag te komen van 10.980 EUR;

Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zijn op artikel 7620/723/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2019 en dat de uitgave zal gedekt worden door leningsgelden;

Overwegende dat artikel 42, §1, 1°, d), iii) van de wet van 17 juni 2016 moet toegepast worden;

Neemt kennis van de opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling;

Gelet op artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST :

Artikel 1

De opdrachtdocumenten, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling, betreffende de opdracht van diensten voor de werken met betrekking tot de verbouwing en inrichting van een sanitair blok volledig aangepast aan PBM, de inrichting van verschillende PBM-hellingen, de installatie van verschillende

uitrustingen in de nieuwe lokalen op de site van het Kasteel van Karreveld, gelegen Jean de la Hoeselaan 3 te Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren;

Artikel 2

De uitgave geraamd op een bedrag van 8.250,00 EUR btw excl. (btw 21% hetzij een bedrag van 1.732,50 EUR), hetzij 9.982,50 EUR btw inbegrepen goed te keuren;

Artikel 3

De opdracht voor diensten te plaatsen via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Artikel 4

Om het volgende gespecialiseerde bureau te raadplegen:

ADAM Olivier & RIPET Anne Architectes

Scheikundigestraat 34-36 b 16

1070 Anderlecht

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

10.07.2019/A/0011 **Département Finances**

Economat - Achat de photocopieuses pour divers services communaux via le catalogue des produits du C.I.R.B. - Approbation des conditions et du mode de passation.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° d ii (le marché ne peut être confié qu'à un opérateur économique: absence de concurrence pour des raisons techniques) et notamment les articles 2, 6° et 47§2 qui dispense les pouvoirs adjudicateurs de l'obligation d'organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu'ils recourent à une centrale d'achat ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la demande de l'Instruction publique tendant à acquérir un photocopieur pour les écoles 1, 7, 9, 10, 12, 13, 16, Boomhut et Regenboog ;

Vu la demande du service du Contentieux tendant à remplacer un photocopieur en fin de vie ;

Vu la demande du Département Infrastructures et Développement urbain tendant à remplacer un photocopieur en fin de vie ;

Vu la demande du service Propriétés communales tendant à remplacer un photocopieur en fin de vie ;

Vu la demande du service du centre de promotion de la santé à l'école tendant à

remplacer un photocopieur en fin de vie ;
Considérant que le matériel peut être acquis via le catalogue des produits du C.I.R.B. agissant en centrale de marchés publics ;
Considérant que le C.I.R.B. a désigné la firme Konica Minolta Business Solutions comme fournisseur ;
Considérant dès lors que notre commune peut passer commande pour des photocopieurs auprès de la firme Konica Minolta Business Solutions ;
Considérant qu'il y a lieu de souscrire à un contrat d'entretien pour les photocopieurs pour une durée de 60 mois ;
Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 95.092,74 EUR, 21% TVA comprise ;
Considérant que les crédits nécessaires à la dépense sont inscrits aux articles 1040/742/52, 7222/742/52, 7223/742/52 et 8710/742/52 du budget extraordinaire de l'exercice 2019 et sera financé par un emprunt, et aux articles 1040/123/12, 7220/123/12 du budget ordinaire de l'exercice 2019 et seront inscrits au budget ordinaire des exercices suivants ;
Sur proposition du Collège échevinal du 27 juin 2019 ;

DECIDE:

Article 1 :

De marquer son accord pour l'acquisition de photocopieurs avec contrat d'entretien pour une période de 60 mois auprès de la firme Konica Minolta Business Solutions (TVA 0863.205.176) sur base du catalogue des produits du C.I.R.B. agissant en centrale de marché.

Article 2 :

Que la dépense est estimée à 49.965,79 EUR, 21% TVA comprise pour l'acquisition des photocopieurs et à 45.126,95 EUR, 21% TVA comprise pour le contrat d'entretien pour la durée totale du marché.

Article 3 :

Que la dépense sera couverte par les crédits inscrits aux articles 1040/742/52, 7222/742/52, 7223/742/52 et 8710/742/52 du budget extraordinaire de l'exercice 2019 et financé par un emprunt, et par les crédits inscrits aux articles 1040/123/12, 7220/123/12 du budget ordinaire de l'exercice 2019 et par des crédits à inscrire aux budgets ordinaires des exercices suivants.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Departement Financiën

Economaat - Aankoop van kopieerapparaten voor verschillende gemeentelijke diensten via de catalogus van de producten van de C.I.B.G.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42,

§ 1, 1° d ii (de opdracht kan slechts door één bepaalde ondernemer worden uitgevoerd om redenen van: mededinging ontbreekt om technische redenen) voornamelijk artikel 47 §2 die de aanbestedende overheden die een beroep doen op een aankoopcentrale vrijstelt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;
Gelet op de aanvraag van de openbaar onderwijs om een kopieerapparaat aan te kopen voor de scholen 1, 7, 9, 10, 12, 13, 16, Boomhut en Regenboog;
Gelet op de aanvraag van de dienst Betwiste zaken om een versleten kopieerapparaat te vervangen;
Gelet op de aanvraag van het departement Infrastructuren en stedelijke ontwikkeling om een versleten kopieerapparaat te vervangen;
Gelet op de aanvraag van de dienst Gemeentelijke eigendommen om een versleten kopieerapparaat te vervangen;
Gelet op de aanvraag van het Centrum voor gezondheidspromotie om een versleten kopieerapparaat te vervangen;
Overwegende dat het materiaal kan aangekocht worden via de catalogus van de producten van het C.I.B.G. handelend als centrale voor overheidsopdrachten;
Overwegende dat het C.I.B.G. de firma Konica Minolta Business Solutions als leverancier heeft aangewezen;
Overwegende dat onze gemeente dus de bestelling van de kopieerapparaten kan plaatsen bij de firma Konica Minolta Business Solutions;
Overwegende dat er moet overgegaan worden tot het onderschrijven van een onderhoudscontract voor de kopieerapparaten voor een duur van 60 maanden;
Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 95.092,74 EUR incl. 21% btw;
Overwegende dat de nodige kredieten voor deze uitgave ingeschreven zijn op artikelen 1040/742/52, 7222/742/52, 7223/742/52 en 8710/742/52 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2019 en gefinancierd zal worden via een lening, en op artikelen 1040/123/12, 7220/123/12 van de gewone begroting van het dienstjaar 2019 en zullen ingeschreven worden op de gewone begroting van de komende dienstjaren;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 juni 2019

BESLIST :

Artikel 1 :

Zijn akkoord te verlenen voor de aankoop van kopieerapparaten met onderhoudscontract voor een periode van 60 maanden bij de firma Konica Minolta Business Solutions (BTW 0863.205.176) op basis van de catalogus van de producten van het C.I.B.G. handelend als aankoopcentrale.

Artikel 2 :

Dat de uitgave is geraamd op 49.965,79 EUR, 21% BTW inclusief voor de aankoop van de kopieerapparaten en 45.126,95 EUR, 21% BTW inclusief voor het onderhoudscontract voor de gehele duur van de opdracht.

Artikel 3 :

Dat de uitgave wordt gedekt via de kredieten ingeschreven op artikelen 1040/742/52, 7222/742/52, 7223/742/52 en 8710/742/52 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2019 en gefinancierd via een lening, en via de kredieten ingeschreven op artikelen 1040/123/12, 7220/123/12 van de gewone begroting van het dienstjaar 2019

en via de kredieten in te schrijven op de gewone begrotingen van de komende dienstjaren.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

10.07.2019/A/0012 **Receveur Communal**

Recette communale - Conclusion des conventions bipartite et tripartite.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle loi communale ;

Considérant la décision du Conseil communal du 23/03/2017 approuvant la convention bipartite entre la Commune et la Région de Bruxelles-Capitale relative à la gestion des flux financiers résultant des recettes fiscales ;

Considérant la décision du Conseil communal du 26/04/2018 approuvant l'addendum à la convention bipartite entre la Commune et la Région de Bruxelles-Capitale relative à la gestion des flux financiers résultant des recettes fiscales ;

Considérant la décision du Collège échevinal du 6/12/2018 approuvant l'ouverture d'un compte auprès de Belfius Banque dans le cadre de la convention bipartite ;

Vu le courrier du 13/05/2019 de la Région de Bruxelles- Capitale, invitant les 19 communes à conclure une nouvelle convention bipartite entre la Commune et la Région de Bruxelles-Capitale relative à la gestion des flux financiers entre la Commune et la Région et proposant de fixer les modalités d'exécution des transferts à partir des comptes de transit ouverts au nom des communes au sein de l'état global de la Région vers un compte propre de la commune ainsi que le mode de calcul de la dotation pour une bonne gestion financière pour leur participation au système de couverture-compensation, ce qui permet entre autres aux communes d'effectuer en toute autonomie les tirages ;

Vu le même courrier du 13/05/2019 de la Région de Bruxelles- Capitale, invitant les 19 communes à conclure une nouvelle convention tripartite entre la Commune, la Région de Bruxelles-Capitale et Belfius banque ; l'objet de cette convention est de mettre en place un système de couverture-compensation ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver ces nouvelles conventions de collaboration entre la Commune, la Région de Bruxelles-Capitale et Belfius Banque ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 juin 2019;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la convention bipartite entre la Commune et la Région de Bruxelles-Capitale relative à la gestion des flux financiers.

Article 2 :

D'approuver la convention tripartite entre la Commune, la Région de Bruxelles-Capitale et Belfius banque afin de mettre en place un système de couverture-compensation.

Le Conseil approuve le point.
32 votants : 32 votes positifs.

Gemeenteontvanger

Gemeenteontvangsten - Afsluiting van tweepartijen- en driepartijovereenkomsten.

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende de beslissing van de Gemeenteraad van 23/03/2017 tot goedkeuring van de tweepartijovereenkomst tussen de Gemeente en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het beheer van de financiële stromen voortkomend uit de fiscale inkomsten;

Overwegende de beslissing van de Gemeenteraad van 26/04/2018 tot goedkeuring van het addendum bij de tweepartijovereenkomst tussen de Gemeente en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het beheer van de financiële stromen voortkomend uit de fiscale inkomsten;

Overwegende de beslissing van het Schepencollege van 6/12/2018 tot goedkeuring van de opening van een rekening bij Belfius Bank in het kader van de tweepartijovereenkomst;

Gelet op het schrijven van 13/05/2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat de 19 gemeenten verzoekt om een nieuwe tweepartijovereenkomst af te sluiten tussen de Gemeente en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het beheer van de financiële stromen tussen de Gemeente en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en dat voorstelt om de uitvoeringsmodaliteiten vast te stellen van overdrachten vanaf de transitorekeningen geopend op naam van de gemeenten binnen de globale staat van het Gewest naar een eigen rekening van de gemeente evenals de berekeningsmethode van de dotatie voor een goed financieel beheer voor hun deelname aan de dekking-compensatie, wat de gemeenten onder andere toelaat om hun trekkingen in volledige autonomie uit te voeren;

Gelet op hetzelfde schrijven van 13/05/2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat de 19 gemeenten verzoekt om een nieuwe driepartijovereenkomst af te sluiten tussen de Gemeente, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Belfius Bank; het onderwerp van deze overeenkomst is om een systeem van dekking-compensatie in te voeren;

Overwegende dat er moet overgegaan worden tot de goedkeuring van deze nieuwe samenwerkingsovereenkomsten tussen de Gemeente, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Belfius Bank;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 juni 2019;

BESLIST :

Artikel 1 :

De tweepartijovereenkomst goed te keuren tussen de Gemeente en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het beheer van de financiële stromen.

Artikel 2 :

De driepartijovereenkomst goed te keuren tussen de Gemeente, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Belfius Bank teneinde een systeem van dekking-compensatie in te voeren.

De Raad keurt het punt goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

10.07.2019/A/0013 **Département Finances**
Taxes communales - Redevance relative à la fourniture et au placement de signaux routiers d'interdiction de stationnement, de dispositifs de sécurisation de voirie et de dispositifs anti-stationnement - Modification.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Financiën
Gemeentebelastingen - Retributie betreffende de levering en de plaatsing van verkeerstekens voor parkeerverbod, veiligheidsvoorzieningen voor wegen en anti-parkeervoorzieningen - Wijziging.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

10.07.2019/A/0014 **Prévention et Vie Sociale**
Evènements - Molenbecca, Cercle d'histoire locale - Soutien financier de 1.500,00 EUR.

LE CONSEIL,

Vu le nouveau règlement relatif à l'octroi de subsides approuvé par le Conseil communal en sa séance du 23 mai 2018 ;

Vu la demande en date du 29 avril 2019 par laquelle Monsieur Jean BOTERDAEL, Président de « Molenbecca, cercle d'Histoire » Boulevard Edmond Machtens, 153 /B38 en notre Commune, sollicite un soutien financier de 1500,00 EUR pour l'organisation d'une exposition relative à Pieter BRUEGEL ;

Considérant que les coordonnées dudit groupement sont les suivantes :

Molenbecca, Cercle d'Histoire locale

Monsieur Jean BOTERDAEL

Boulevard Edmond Machtens, 153 /B38

1080 Bruxelles

BE 51 7350 0183 1062

Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 1053/332/02 du budget ordinaire 2019

DECIDE :

Article 1 :

De prendre acte de la décision du Collège d'octroyer un soutien de 1500,00 EUR (mille cinq cents euros) pour :

Molenbecca, Cercle d'Histoire locale

Monsieur Jean BOTERDAEL

Boulevard Edmond Machtens, 153 /B38

1080 Bruxelles

BE 51 7350 0183 1062

Article 2 :

De réserver la dépense de €1500,00 à l'article 1053/332/02 du budget ordinaire 2019;

La présente délibération sera transmise aux services de :

- Finances

- Caisse communale

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Evenementen - Molenbecca, Cercle d'histoire locale - Financiële steun 1.500,00 EUR.

DE RAAD,

Gezien het besluit van het college in zijn vergadering van 22 oktober 2019, waarbij het besluit

Gezien het verzoek van 27 maart 2019 waarbij de heer Jean BOTERDAEL, voorzitter van Molenbecca, Cercle d'histoire locale, [Edmond Machtenslaan](#), 153/B38, een financiële ondersteuning vraagt van 1500,00 EUR voor de organisatie van een tentoonstelling van Pieter BREUGEL ;

Overwegende dat de coördinaten van genoemde groep de volgende zijn:

Meneer Jean BOTERDAEL

Edmond Machtenslaan, 153 /B38

1080 Brussel

BE 51 7350 0183 1062

Overwegende dat een krediet van € 1500,00 ingeschreven is onder artikel 1053/332/02 van de gewone begroting 2019;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Akte te nemen van de beslissing van het College om een bedrag van 1500,00 EUR (duizend vijf honderd euro) toe te kennen als steun voor:

Meneer Jean BOTERDAEL

Edmond Machtenslaan, 153 /B38

1080 Brussel

BE 51 7350 0183 1062

Article 2 :

De uitgave van €1500,00 uitgeven onder artikel 1053/332/02 van de gewone begroting 2019.

De onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de volgende diensten:
- Dienst Boekhouding,
- Dienst Gemeentekas

De Raad keurt het punt goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

10.07.2019/A/0015 **Département Services généraux et Démographie**
Relations Internationales - Règlement communal relatif à l'octroi de subsides -
Octroi de subside aux associations molenbeekoises - Communication des décisions
du Collège des Bourgmestre et Echevins.

LE CONSEIL,

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à l'octroi de subsides ponctuels d'un montant d'une valeur égale ou inférieure à 1.500 EUR, en vertu du chapitre 2 du règlement communal établissant les règles générales d'octroi de subside directement accordés par l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean en faveur d'un bénéficiaire dans les limites des crédits budgétaires;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

- 06 juin 2019 – Relations Internationales – Octroi d'un subside à l'asbl Spina Bifida's Action Belgo Africa (S.B.A.B.A.) – 1000,00 EUR – 1500/332-02 (subsides aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2019 ;
- 06 juin 2019 – Relations Internationales – Octroi d'un subside à l'asbl Action Dialogue Bruxelles (Adib) – 1000,00 EUR – 1500/332-02 (subsides aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2019 ;
- 06 juin 2019 – Relations Internationales – Octroi d'un subside à l'asbl La Grande Famille (La Graf) – 1000,00 EUR – 1500/332-02 (subsides aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2019 ;

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil est informé.

Departement Algemene diensten en Demografie
Internationale Betrekkingen - Gemeentelijke regeling inzake de toekenning van
subsidies - Toekenning van subsidies aan verenigingen in Molenbeek - Mededeling
van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.

DE RAAD,

Overwegende dat de beslissingen van het college van burgemeesters en schepenen betreffende de toekenning van eenmalige subsidies voor een bedrag gelijk aan of minder dan 1.500 EUR, overeenkomstig hoofdstuk 2 van de gemeentelijke verordening tot vaststelling van de algemene regels voor de toekenning van subsidies die rechtstreeks door het gemeentebestuur Sint-Jans-Molenbeek aan een begunstigde worden toegekend binnen de grenzen van de begrotingskredieten;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE :

- 06 juni 2019 – Internationale Betrekkingen - Toekenning van een subsidie aan de v.z.w. Spina Bifida's Action Belgo Africa (S.B.A.B.A.) - 1000,00 EUR – 1500/332-02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2019 ;
- 06 juni 2019 – Internationale Betrekkingen - Toekenning van een subsidie aan de v.z.w. Action Dialogue Bruxelles (Adib) - 1000,00 EUR – 1500/332-02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2019 ;
- 06 juni 2019 – Internationale Betrekkingen - Toekenning van een subsidie aan de v.z.w. La Grande Famille (La Graf) - 1000,00 EUR – 1500/332-02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2019 ;

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad wordt geïnformeerd.

10.07.2019/A/0016 **Département Services généraux et Démographie**
Affaires juridiques - Empiètement sur le domaine public - Désaffectation du domaine public vers le domaine privé de la commune d'une bande de terre située en sous-sol de la rue des Etangs Noirs 121 133 - Cession à titre onéreux - Allocation de dommages et intérêts.

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par un vote à l'unanimité, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Considérant que dans le cadre de la construction d'un immeuble de logements sur le terrain sis à 1080 Bruxelles, rue des Etangs Noirs 121-133 et rue Vandenpeereboom

22, il s'est avéré que certains pieux sécants faisant partie des fondations dudit immeuble ont été implantés dans le domaine public ;

Que ce débordement sur le domaine public s'étend sur une profondeur de 17 centimètres sur 15 mètres le long de la rue des Etangs Noirs ;

Considérant que pour la finalisation des travaux de construction, le Fonds du Logement a introduit une demande de permis tendant notamment à régulariser cet empiètement sur le domaine public ;

Que des négociations ont été entamées avec les architectes et les entrepreneurs du Fonds du Logement pour tenter de trouver une solution à apporter à cette situation ;

Considérant que compte tenu des statuts spécifiques du Community Land Trust qui in fine sera chargé de l'attribution des logements faisant l'objet de la construction, l'octroi d'une concession domaniale ne peut être envisagé en raison du caractère précaire, non cessible et révocable à tout moment d'une pareille concession ;

Considérant qu'il résulte des informations obtenues de la part du bureau d'étude chargé du projet, il est impossible de supprimer ce dépassement sans toucher à la stabilité de l'immeuble ;

Considérant que la seule voie possible pour régulariser la situation est de procéder dans un premier temps à la désaffectation de cette parcelle de terre située en sous-sol du domaine public vers le domaine privé de la commune et de céder ensuite à titre onéreux cette parcelle au Fonds du Logement ;

Considérant que cette désaffectation et cette cession à titre onéreux de la parcelle de terre faisant l'objet de l'empiètement ne portent pas atteinte aux droits de la commune dans la mesure où ce débordement n'a pas lieu en surface mais en sous-sol ;

Que partant, cet empiètement ne porte pas atteinte à l'harmonie du paysage extérieur qui demeure dès lors non dénaturé ;

Considérant que par ailleurs, la commune ne peut exiger la suppression de ce dépassement ni s'opposer à la demande de désaffectation et de cession de la parcelle de terre concernée sous peine d'être considérée comme faisant abus de son droit de propriété ;

Considérant que dans son arrêt du 10 septembre 1971, la Cour de Cassation a estimé que *« le droit d'exiger la démolition à la suite de l'appropriation illicite du bien d'autrui par un tiers, ainsi que le droit de propriété dont ce droit de démolition sanctionne la violation, sont susceptibles d'abus. Pareil abus peut résulter non seulement de l'exercice d'un droit avec la seule intention de nuire, mais aussi de l'exercice de ce droit d'une manière qui dépasse manifestement les limites de l'exercice normal de celui-ci par un personne prudente et diligente. »* ;

Que la Cour de Cassation précise également que *« vu l'importance limitée du dommage et sa disproportion avec le préjudice qu'une démolition éventuelle causerait, exiger la démolition dépassait manifestement les limites de l'exercice normal de ce droit par une personne prudente et diligente. »*

Qu'enfin, la Cour de Cassation conclut qu' *« en l'espèce, l'appropriation d'une étroite bande de terrain devait être réparée, non en nature, mais par une allocation de dommages et intérêts proportionnés au préjudice subi »* ;

Considérant que compte tenu de l'enseignement de cet arrêt rendu par la Cour de Cassation, la commune n'est pas en droit d'exiger de la part du Fonds du Logement la suppression de ce dépassement sous peine d'être considérée comme abusant de son droit de propriété ;

Qu'en effet, l'avantage qu'une telle suppression apporterait à la commune est disproportionné par rapport au préjudice que la commune ferait subir au Fonds du Logement puisqu'il est établi que cette suppression porterait atteinte à la stabilité de l'immeuble ;

Considérant qu'eu égard à l'ensemble de ces considérations tant factuelles que juridiques, il y a lieu de procéder à la désaffectation de cette bande de terrain faisant partie du domaine public vers le domaine privé de la commune et de céder par la suite cette bande de terre à titre onéreux au Fonds du Logement moyennant le versement par ce dernier à la commune d'une juste et adéquate allocation de dommages et intérêts fixée proportionnellement au préjudice subi selon des conditions à fixer entre les parties ;

Sur proposition du Collège du 4 juillet 2019,

DECIDE :

Article 1 :

De désaffecter du domaine public vers le domaine privé de la commune la bande de terre située en sous-sol de la rue des Etangs Noirs et faisant l'objet de l'empiètement ;

Article 2 :

De céder à titre onéreux la parcelle de terre au Fonds du Logement moyennant le versement d'une allocation de dommages et intérêts proportionnelle au préjudice subi selon des conditions à fixer entre les parties.

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services suivants : B19 (MP-002) - B4, B41, B42.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Juridische zaken - Bebouwing over de grens van het openbaar eigendom -

Buitengebruikstelling van openbaar domein naar privé-domein van een strook grond van de gemeente die zich ondergronds bevindt in de Zwarte Vijversstraat 121 - 133 - Overdracht onder bezwarende titel - Toewijzing van schadevergoeding.

DE RAAD,

Na aanvaarding van de dringendheid, bij eenparige stemming daar dit punt niet op de agenda verschijnt;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat in het kader van de bouw van een woongebouw op de site gelegen te 1080 Brussel, Zwarte Vijversstraat 121-133 en de Vandenpeereboomstraat 22, werd vastgesteld dat bepaalde secanspalen die deel uitmaken van de fundering van dit gebouw, op het publieke domein werden geplaatst;

Dat deze overschrijding op het openbare domein zich uitstrekt tot een diepte van 17 centimeter bij 15 meter langs de Zwarte Vijversstraat ;

Overwegende dat voor de voltooiing van de bouwwerkzaamheden, het Woningfonds een vergunningsaanvraag heeft ingediend voor de regularisatie van deze inbreuk op het openbaar domein.

Dat er onderhandelingen werden opgestart met de architecten en de aannemers van het Woningfonds om te proberen tot een oplossing te komen voor deze situatie;

Overwegende dat rekening worden met de specifieke statuten van de Community Land Trust die uiteindelijk verantwoordelijk zal zijn voor de toewijzing van de woningen in aanbouw, zodat de toekenning van een domeinconcessie niet kan worden overwogen wegens het precaire, niet-overdraagbare en herroepbare karakter van een dergelijke

concessie op elk moment;

Overwegende dat op basis van de informatie die is verkregen van het ontwerp bureau dat verantwoordelijk is voor het project, het onmogelijk is om deze overschrijding van het gebouw op het openbaar domein op te heffen zonder de stabiliteit van het gebouw aan te tasten;

Overwegende dat de enige manier om de situatie te regulariseren erin bestaat om eerst over te gaan tot de desaffectatie van dit ondergronds stuk grond van het publieke domein naar het privé domein van de gemeente en dit perceel vervolgens over te dragen ten bezwarende titel aan het Woningfonds;

Overwegende dat deze desaffectatie en overdracht onder bezwarende titel van het perceel grond waarvan sprake geen afbreuk doet aan de rechten van de gemeente voor zover deze overschrijding niet bovengronds maar ondergronds plaatsvindt;

Dat deze bebouwing over de grens geen invloed heeft op de harmonie van het landschap, dat onvervormd blijft;

Overwegende dat de gemeente bovendien niet kan eisen dat deze overschrijding wordt opgeheven en dat de gemeente zich niet kan verzetten tegen het verzoek van desaffectatie en de overdracht van het betrokken perceel, anders kan het worden beschouwd als misbruik van haar eigendomsrecht;

Overwegende dat in het arrest van 10 september 1971 het Hof van Cassatie oordeelde dat:« het recht op afbraak wegens onrechtmatige toe-eigening door een derde van anders grond, evenals het eigendomsrecht waarvan het de schending sanctioneert, voor misbruik vatbaar is ; dat dergelijk misbruik kan ontstaan niet alleen door de uitoefening van bedoelde recht met het enkele inzicht om te schaden. Doch eveneens door de uitoefening ervan op een wijze die kennelijke de grenzen te buiten gaat van de normale uitoefening van dat recht door een voorzichtig en bezorgd persoon. »

Dat het Hof van Cassatie ook preciseert dat "gezien het beperkte belang van de schade en de onevenredigheid ervan ten opzichte van de schade die een eventuele sloop zou veroorzaken, de eis tot sloop duidelijk de grenzen van de normale uitoefening van dit recht door een voorzichtig en bezorgd persoon overschrijdt. »

Ten slotte oordeelde het Hof van Cassatie dat "in geval van toe-eigening van een smalle strook grond moet dit niet in natura worden hersteld, maar door toekenning van een schadevergoeding in verhouding tot de geleden schade";

Overwegende rekening houdend met deze beslissing van het Hof van Cassatie, de gemeente niet het recht heeft te eisen dat het Woningfonds deze overschrijding wegneemt anders zal het worden beschouwd als misbruik van haar eigendomsrechten;

Dat het voordeel dat een wegname van de overschrijding de gemeente zou opleveren, niet in verhouding staat tot de schade die de gemeente aan het Woningfonds zou toebrengen, aangezien is vastgesteld dat een dergelijke wegname de stabiliteit van het gebouw zou aantasten;

Overwegende dat op basis van alle feitelijke en juridische overwegingen het noodzakelijk is om verder te gaan met de desaffectatie van een strook grond die deel uitmaakt van het publieke domein, naar het privé-domein van de gemeente en deze strook grond vervolgens onder bezwarende titel over te dragen aan het Woningfonds tegen betaling van deze laatste aan de gemeente van een billijke en toereikende schadevergoeding in verhouding tot de geleden schade, volgens de voorwaarden overeen te komen tussen de partijen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 juli 2019,

BESLIST :

Artikel 1 :

Om de strook grond die zich ondergronds in de Zwarte Vijversstraat bevindt en die voorwerp is van de bebouwing over de grens, te desaffecteren van het publieke domein naar het privédomein van de gemeente;

Artikel 2 :

Om de strook grond ten bezwarende titel over te dragen aan het Woningfonds tegen betaling van een schadevergoeding in verhouding tot de geleden schade, volgens tussen de partijen overeen te komen voorwaarden.

Deze beraadslaging moet aan volgende diensten worden overgemaakt : B19 (MP 002), B4, B41 en B42.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Catherine Moureaux entre en séance / treedt in zitting.

Jef Van Damme quitte la séance / verlaat de zitting.

Paulette Piquard quitte la séance / verlaat de zitting.

Tania Dekens quitte la séance / verlaat de zitting.

Laurent Mutambayi quitte la séance / verlaat de zitting.

Catherine Moureaux préside la séance / zit de zitting voor.

10.07.2019/A/0017 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Motion déposée par Madame Garcia Fernandez,
Conseillère communale Liste Bourgmestre - Zéro plastique.

« Nous n'héritons pas de la terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants » disait Antoine de Saint-Exupéry.

L'ampleur de la mobilisation des jeunes pour la protection de l'environnement appelle à une conscientisation de nos modes de consommation, notamment en termes d'utilisation du plastique.

La protection environnementale et plus précisément l'impact de la dangerosité sur notre santé des produits plastiques est devenu une préoccupation citoyenne incontournable.

LE CONSEIL,

Considérant qu'en matière de pollution, le plastique est un véritable fléau que l'on retrouve essentiellement dans les emballages mais aussi dans l'eau, l'air, dans nos maisons, nos vêtements, dans les jouets de nos enfants et dans presque tous les objets du quotidien ;

Considérant que le plastique est non seulement toxique pour l'être humain et qu'il a des effets dévastateurs sur la biodiversité alors qu'en outre nos océans sont utilisés comme de vastes décharges provoquant l'étouffement de la vie marine ;

Considérant qu'une directive européenne très ambitieuse visant à interdire les objets en plastique à usage unique a été validée et devrait entrer en vigueur à l'horizon 2021 ;

Considérant que la commune de Molenbeek-Saint-Jean, en tant « qu'Acteur public », peut devenir un moteur local de changement des comportements afin de lutter contre la prolifération de déchets plastiques ;

Considérant la durée de vie limitée de certains produits ou l'obsolescence programmée

d'appareils qui parfois doivent être changés régulièrement ;

Considérant que des actions concrètes doivent être menées afin que le personnel communal soit amené à intégrer la dynamique « zéro plastique », favorisant ainsi une consommation responsable pour réduire l'empreinte « plastique » ;

Considérant que la commune a un rôle d'exemplarité à jouer afin de conforter sa légitimité en termes de sensibilisation des citoyens et des usagers de l'espace public ;

DECIDE :

Article 1 :

De la mise en place d'une « éco-team » animée par l'éco-conseiller de la commune, équipe qui sera chargée :

- de créer et de faire appliquer une charte de bonnes pratiques ;
- de développer un plan d'action communal « zéro plastique » ;
- de proposer des alternatives à l'utilisation de plastiques à usage unique ;
- d'élaborer des grilles d'évaluation du plan communal « zéro plastique » ;
- de désigner une personne de référence « zéro plastique » au sein de l'administration ;

Article 2 :

De supprimer les plastiques à usage unique dans l'ensemble des services communaux lorsqu'une alternative existe.

Article 3 :

De s'engager dans un processus concret de remplacement progressif des articles en plastique utilisés par les services communaux, lorsqu'une alternative existe, ce qui implique de répertorier tous les articles en plastique actuellement utilisés par les services communaux dans l'exercice de leur mission ;

Article 4 :

De la mise en place pour tout marché public entrepris par la commune, d'un cahier des charges insérant une clause privilégiant une solution éco-responsable. Quant aux critères spécifiques d'attribution des marchés liés à l'environnement, ils seront élaborés en collaboration avec l'éco-conseiller de la commune.

Article 5 :

D'appliquer la même logique que celle décrite à l'article 3 pour le mobilier urbain.

Article 6 :

De sensibiliser de façon permanente le personnel communal quant aux dommages causés par l'utilisation de plastiques à usage unique

Article 7 :

De sensibiliser les organisateurs d'évènements sur la voie publique à tendre vers le « zéro plastique » et de prévoir pour ce faire :

- la mise à disposition **de gobelet réutilisables consignés** ;
- l'interdiction, lors de ces manifestations de la distribution de gadgets en plastique ou emballés dans du plastique ;
- Mise en place d'une campagne de sensibilisation des participants à leur production de déchets notamment plastiques ;

Article 8 :

De sensibiliser les commerces locaux, les grandes surfaces comme les magasins de proximité à la problématique de l'utilisation du plastique à usage unique.

Article 9 :

Développer des actions « zéro plastique » à destination des écoles communales afin de sensibiliser les enfants à la réduction des déchets et à la consommation responsable.

Article 10 :

De transmettre la présente délibération à la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
29 votants : 29 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door Mevrouw Garcia Fernandez,
Gemeenteraadslid Liste Bourgmestre - Zero plastiek.

De Raad keurt het punt goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

10.07.2019/A/0018 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Hind ADDI,
Conseillère communale PTB*PVDA, relative à l'annonce parue le 01/07/2019 pour
un job étudiant de déménageur comprenant la tâche d'aide aux expulsions.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Madame Hind ADDI, dont le texte suit :

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Echevin.e.s,

je souhaiterais interpellier le collègue concernant l'annonce apparue le 01/07/2019 pour un job étudiant de déménageur comprenant la tâche d'aide aux expulsions

Cette annonce soulève quelques questions :

- Comment est fait le choix des offres d'emploi, leur rédaction?*
- Qui valide ces décisions?*
- Peut-on considérer qu'une expulsion soit une tâche à part entière?*

Merci de votre réponse.

Hind Addi, conseillère communale PTB

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Hind ADDI,
Gemeenteraadslid PTB*PVDA, in verband met de advertentie verschenen op
01.07.2019 met betrekking tot de aankondiging van een studentenjob als verhuizer
met inbegrip van de taak om te helpen bij uitzettingen.

De Raad neemt kennis.

10.07.2019/A/0019 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Rajae Maouane,
Conseillère communale ECOLO SAMEN, relative à l'annonce parue pour un job
étudiant.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Madame Rajae Maouane, dont le
texte suit :

Bonjour

Je souhaite interpeller le Collège sur l'annonce pour un student job parue sur le site de
la commune et comment une telle annonce a pu être publiée telle quelle.

Merci

Rajae

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Rajae Maouane,
Gemeenteraadslid ECOLO SAMEN, in verband met de advertentie verschenen met
betrekking tot de aankondiging van een jobstudent.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 22:50
Opheffing van de zitting om 22:50

Le Secrétaire adjoint,
De Adjunct-secretaris,

La Présidente du Conseil,
De Voorzitster van de Raad,

Gilbert Hildgen

Catherine Moureaux